



Un « changement d'époque » ? Vers une réorientation de la politique étrangère allemande après l'invasion russe en Ukraine

Paul MAURICE

► Points clés

- Le discours du chancelier Olaf Scholz le 27 février 2022 au Bundestag marque le début d'un « changement d'époque » pour la politique étrangère, de sécurité et énergétique de l'Allemagne.
- La politique étrangère intègre la logique de la dissuasion militaire en promettant d'investir 100 milliards d'euros et d'atteindre l'objectif de 2 % du produit intérieur brut défini au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) pour les dépenses de défense.
- La guerre russo-ukrainienne a montré la dépendance énergétique allemande envers la Russie, rendant susceptible de modifier la politique de transition énergétique voulue par l'Allemagne.
- Ce tournant pour la politique étrangère allemande intègre la diplomatie et fait de l'Europe le cadre d'action privilégié afin de renforcer la « souveraineté européenne ».

Introduction

L'aggravation des tensions entre la Russie et l'Ukraine au début de l'année 2022 pose la question de la fiabilité de l'Allemagne auprès de ses partenaires – au sein de l'Alliance atlantique ou de l'Union européenne (UE). Dans cette crise, l'Allemagne apparaît d'abord comme le « maillon faible » de l'Europe, voire le « cheval de Troie » de la Russie au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cette crise russo-ukrainienne a eu pour effet d'« éprouver à la fois la cohésion de la nouvelle coalition “feu tricolore”, l'autorité du chancelier Scholz et la capacité d'adaptation de la politique étrangère allemande post-Merkel¹ ».

Au sein du parti du chancelier, le parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), on compte un grand nombre de « *Rußland-Versteher* », qui ont une attitude mesurée, voire complaisante, vis-à-vis de Vladimir Poutine. Le cas de l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder (1998-2005) est le plus symptomatique. L'« ami

Au sein du parti du chancelier, on compte un grand nombre de « *Rußland-Versteher* »

personnel » de Vladimir Poutine siège au sein des conseils d'administration de sociétés énergétiques russes telles que Nord Stream AG et Rosneft, et doit intégrer celui de Gazprom en juin 2022. Après ses propos controversés sur l'« attitude menaçante » de l'Ukraine, le chancelier Olaf Scholz a dû clarifier sa position à propos de Gerhard Schröder². L'ancien chancelier n'a aujourd'hui, malgré la pression, toujours pas démissionné de ses fonctions, mais il est de plus en plus isolé. Le député européen écologiste

Reinhard Bütikofer a évoqué des sanctions personnelles contre lui, et la plupart de ses proches collaborateurs ont démissionné début mars. Gerhard Schröder est certes un cas extrême au sein du SPD quant à son positionnement envers la Russie, mais les camps opposés existent depuis longtemps sur ce sujet. C'est pourquoi le nouveau co-président du parti, Lars Klingbeil, a voulu mettre fin aux dissonances. Cette position au sein du SPD a toutefois marqué la politique étrangère allemande ces dernières années – d'autant plus que les sociaux-démocrates ont occupé le ministère des Affaires étrangères durant douze ans sur les seize années écoulées.

Cette ambiguïté vis-à-vis de la Russie est partagée par d'autres partis politiques, comme le parti chrétien-démocrate (CDU) d'Angela Merkel. Certes, l'ancienne chancelière était connue pour sa cordiale intimité – réciproque – avec Vladimir Poutine,

1. É.-A. Martin, « Le choc de la réalité. La coalition feu tricolore dans la crise russo-ukrainienne », *Notes du Cerfa*, n° 167, Ifri, février 2022, disponible sur : www.ifri.org.

2. « Il ne parle pas au nom du gouvernement. Il ne travaille pas pour le gouvernement. Il n'est pas le gouvernement. Je suis maintenant le chancelier fédéral. Et les stratégies politiques sont celles que vous entendez de ma part. » Cf. « Scholz bei USA-Besuch über Altkanzler Schröder: „Er spricht nicht für Regierung“ », *RND*, 8 février 2022, disponible sur : www.rnd.de.

mais elle s'était toujours refusée à caractériser le projet Nord Stream 2 autrement qu'en projet « purement économique ». Elle avait d'ailleurs refusé de mettre ce projet dans la balance lors du rapport de force avec la Russie en août 2020 – alors qu'elle accueillait l'opposant Alexeï Navalny à Berlin. Enfin, au sein de l'armée, certains responsables ont également adopté une attitude ambiguë, ce qui a pu semer le doute quant aux intentions allemandes. Le chef de la Marine allemande, l'amiral Kay-Achim Schönbach, avait tenu le 22 janvier 2022 des propos controversés vis-à-vis du « respect » que méritait Vladimir Poutine et de l'« ineptie » des intentions prêtées par les alliés de l'OTAN à la Russie d'envahir l'Ukraine. Si l'amiral a démissionné le soir même et qu'il a été désavoué par le ministère de la Défense, les propos ont questionné la fiabilité de l'Allemagne.

Néanmoins, la présence des Verts au sein du nouveau gouvernement « feu tricolore », aux côtés du SPD et des libéraux-démocrates du FDP, a apporté une voix radicalement différente dans l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie. La ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock a toujours tenu un discours clair et ferme vis-à-vis de la Russie³.

Depuis le discours d'Olaf Scholz au Bundestag le 27 février 2022, il n'y a plus de doutes à avoir sur la fiabilité de l'Allemagne⁴. Après avoir multiplié les initiatives diplomatiques, suspendu la certification du gazoduc Nord Stream 2 et levé l'opposition du gouvernement à la livraison d'armes en Ukraine, le discours d'Olaf Scholz au Bundestag a remis en cause le *credo* de la politique étrangère qui faisait consensus en Allemagne depuis trente ans. Celle-ci refusait une armée forte, l'exportation d'armes dans les zones de conflit et comptait sur les échanges commerciaux pour garantir la paix. Le discours du chancelier annonce désormais un changement de cap en intégrant la logique de dissuasion militaire. Ce discours, qualifié d'« historique », est-il le début d'un « changement d'époque » – expression servant à la fois de justification et de programme à cette réorientation de la politique étrangère allemande –, dans son rapport aux questions de sécurité et de défense, aux enjeux énergétiques et à sa diplomatie ?

Une remise en cause du *credo* de la politique étrangère allemande

Une politique étrangère intégrant la logique de la dissuasion militaire

Le revirement sur la question des exportations d'armements est l'élément le plus significatif de la nouvelle position de l'Allemagne. Le gouvernement actuel s'en tenait jusque-là vis-à-vis de l'Ukraine au principe (datant de 1971) selon lequel les armes ne

3. Durant la campagne, elle soulignait la menace géopolitique du gaz russe et demandait l'arrêt de Nord Stream 2. Voir « MSC-Gespräch zur Zukunft deutscher Außen- und Sicherheitspolitik », Berlin, 26 juin 2021, disponible sur : <https://securityconference.org>.

4. « Regierungserklärung von Bundeskanzler Olaf Scholz am 27. Februar 2022 », *Bundesregierung*, 27 février 2022, disponible sur : www.bundesregierung.de.

doivent être exportées que dans des cas exceptionnels et que les livraisons ne doivent pas être autorisées dans des pays « qui sont impliqués dans des conflits armés ou qui en sont menacés⁵ ». Le gouvernement s'est donc résolu dans un premier temps à la livraison de 5 000 casques, permettant ainsi de résoudre le dilemme de la définition des « armes défensives » qu'il s'est autorisé à livrer. Mais face à l'urgence de la situation, les autorités allemandes ont d'abord autorisé les Pays-Bas à livrer à l'Ukraine 400 lance-roquettes et 14 véhicules blindés de fabrication allemande. Puis, le chancelier allemand a franchi une étape supplémentaire en annonçant fournir 1 000 armes antichars et 500 missiles *Stinger* aux Ukrainiens, expliquant ce revirement par le « changement d'époque » que marque l'invasion russe.

C'est cette même invocation du « changement d'époque » qui l'a conduit à revoir le financement de la Bundeswehr. Celle-ci devrait recevoir 100 milliards d'euros sous forme de fonds spéciaux pour les investissements et les projets d'armement. Cet argent doit être mis à disposition dans le budget fédéral 2022. Le chancelier Olaf Scholz a également

« L'objectif est de disposer d'une Bundeswehr performante »

promis de « porter [les] dépenses de défense à 2 % de [la] production économique d'ici 2024 ». L'objectif visé par l'OTAN en 2014 qui prévoit de consacrer 2 % du produit intérieur brut (PIB) au budget de la défense est effectivement loin d'être atteint du côté allemand (1,53 % en 2021), malgré les promesses régulières. Certes, il est vrai qu'étant donné le volume du PIB allemand, la dépense actuelle est plus importante que celle de la Grèce ou de la Pologne qui atteignent déjà

l'objectif des 2 %. La question de l'efficacité militaire n'est donc pas seulement celle du financement de l'armée. La ministre de la Défense Christine Lambrecht a, pour ce faire, insisté sur la « réduction de la bureaucratie ». Pour le chancelier Olaf Scholz : « L'objectif est de disposer d'une Bundeswehr performante, ultramoderne et progressiste, qui nous protège de manière fiable. [...] Nous avons besoin d'avions qui volent, de bateaux qui prennent la mer et de soldats qui sont équipés de manière optimale pour leurs missions. »

Cette modernisation de la Bundeswehr passe à la fois par une coopération à l'échelle de l'UE et par une réaffirmation du lien transatlantique⁶. Le chancelier se prononce donc à la fois en faveur de l'avion du futur franco-germano-espagnol (Système de combat aérien

5. « Grundsätze für Rüstungsexporte beschlossen », Bundesregierung, 26 juin 2019, disponible sur : www.bmwi.de. Les dispositions allemandes sont encadrées par une décision du Conseil de l'UE « visant à empêcher les exportations de technologie et d'équipements militaires qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d'agression internationale, ou contribuer à l'instabilité régionale ». Voir « Décision (PESC) 2019/1560 du Conseil du 16 septembre 2019 modifiant la position commune 2008/944/PESC définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, Conseil de l'UE », Communiqué de presse, 16 septembre 2019, disponible sur : www.consilium.europa.eu.

6. La « Boussole stratégique » sera définie en mars 2022 au niveau européen et le « concept stratégique » de l'OTAN le sera au mois de juin, ce qui devrait également donner un cadre aux États membres sur les questions relatives aux menaces, capacités et partenariats pour définir leurs priorités.

du futur – SCAF⁷) et, en attendant celui-ci, pour l'utilisation de l'avion de combat américain *F-35* au lieu de l'achat de *F/A-18 Super Hornet* prévu précédemment pour remplacer les « *Tornados* obsolètes » dans le cadre du « partage nucléaire ».

Après ces annonces, les défis restent forts pour la Bundeswehr. C'est d'ailleurs tout l'enjeu de l'objectif des 2 % du PIB qui seront consacrés à la défense : à quoi et comment vont être utilisés ces fonds ? Au matin de l'invasion russe en Ukraine, le 24 février 2022, l'inspecteur de l'armée allemande, le général de corps d'armée Alfons Mais, publiait un texte sur son compte LinkedIn, dans lequel il indiquait : « En 41 ans de service dans la paix, je n'aurais jamais cru devoir vivre une autre guerre. Et la Bundeswehr, l'armée de terre que j'ai le privilège de diriger, est plus ou moins à nu.⁸ » Cet aveu accablant est à la fois un constat tragique, mais aussi un appel aux dirigeants politiques allemands. Le moment choisi est certes apparu pour certains membres de la majorité « feu tricolore » comme déplacé, mais cela est surtout révélateur du dialogue extrêmement difficile entre les responsables politiques et militaires, résultant de plusieurs années d'incompréhensions ou de méfiance réciproque. Ces constatations ne sont toutefois pas nouvelles. La suspension du service militaire en 2011 et la politique d'« orientation vers l'engagement » entamée sous le ministre chrétien-démocrate de la Défense Thomas de Maizière (2011-2013) signifiaient une réduction de la Bundeswehr à ce qui était perçu comme le strict minimum, en termes budgétaire et d'engagement.

Une accentuation de la méfiance de l'opinion publique à l'égard de l'armée

Comme l'indiquait pudiquement le contrat de coalition : « La Bundeswehr doit être résistante à la démographie et équilibrée à long terme, y compris en ce qui concerne la structure d'âge⁹. » Outre le problème quantitatif de recrutement, l'armée allemande, qui compte aujourd'hui moins de 200 000 hommes, a aussi un problème de recrutement qualitatif, comme l'ont montré les scandales autour des groupes radicaux en son sein. Ceci a accentué la méfiance de l'opinion publique à l'égard de l'armée pour des raisons historiques, parfois pacifistes. Une grande partie de la population n'a plus aucun point de contact avec la Bundeswehr depuis la suspension du service militaire en 2011 dont le modèle était celui du « citoyen en uniforme ».

Par ailleurs, dans le cadre d'une telle réorientation, l'Allemagne aurait besoin d'une Bundeswehr forte, dont l'épine dorsale a toujours été l'armée de Terre. Or, la ministre de

7. « C'est pourquoi il est si important pour moi, par exemple, que nous construisions la prochaine génération d'avions de combat et de chars d'assaut en collaboration avec des partenaires européens – et notamment la France – ici en Europe. [...] Il est également bon que les contrats relatifs à l'«eurodrone» aient enfin pu être signés cette semaine. » Cf. « Regierungserklärung von Bundeskanzler Olaf Scholz », *op. cit.*

8 D. Frank, « Es herrscht Krieg in Europa – und das Heer steht blank da », *Behörden Spiegel*, 24 février 2022, disponible sur : www.behörden-spiegel.de.

9 « Mehr Fortschritt wagen. Bündnis für Freiheit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit », *Koalitionsvertrag 2021, 2021*, p. 149.

la Défense social-démocrate Christine Lambrecht a annoncé récemment qu'il n'y aurait pas de grande réforme pour pallier les problèmes structurels qui se sont accentués durant la dernière décennie. La précédente ministre de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer (CDU), avait annoncé l'année dernière avec le chef d'état-major Eberhard Zorn une réforme structurelle complète de la Bundeswehr. Les structures de commandement devaient notamment être fortement allégées afin d'augmenter la disponibilité opérationnelle des forces armées¹⁰. Or ce projet est désormais abandonné.

L'avenir de la transition énergétique

Moins de vingt-quatre heures après la reconnaissance de l'indépendance des républiques séparatistes de l'est de l'Ukraine par Vladimir Poutine, Olaf Scholz a décidé, le 22 février, de suspendre la procédure de certification du gazoduc Nord Stream 2. C'est un geste fort, qui a permis de lever les ambivalences du chancelier. La crise ukrainienne, qui l'a conduit à changer de position, montre que le gouvernement allemand est désormais prêt à assumer des coûts potentiellement élevés pour assumer son leadership géopolitique.

La guerre russo-ukrainienne est susceptible de modifier la politique de transition énergétique voulue par l'Allemagne. En se rendant moins dépendante de la Russie pour

ses énergies, elle risque d'en payer le coût. En Allemagne, le gaz naturel est la deuxième source d'énergie (26,5 % du mix énergétique) derrière le pétrole (34,3 %) et devant les énergies renouvelables (16,5 %). Or, elle importe 55 % de son gaz naturel, 35 % de son pétrole et 50 % de son charbon de Russie. Depuis le début de la crise, le prix du gaz naturel a augmenté de 50 % mais, dans un contexte de hausse de l'inflation, le gouvernement allemand ne veut pas laisser

« C'est la guerre de Poutine qui fait monter les prix [du gaz] »

s'installer l'idée que la réorientation des approvisionnements aura un impact trop fort sur les prix de l'énergie. Pour le ministre écologiste de l'Économie et du Climat, Robert Habeck, comme pour le chancelier, « c'est la guerre de Poutine qui fait monter les prix ». Afin de ne pas faire payer le prix de cette décision aux consommateurs, le chancelier a donc annoncé « un paquet de mesures d'allègement », par exemple « la suppression de la taxe sur les énergies renouvelables », « une augmentation de l'allocation forfaitaire pour les trajets entre le lieu de travail et de résidence », « une prime de chauffage pour les bas salaires », des « subventions pour les familles » et des « allègements fiscaux ».

Cette décision a posé la question de la dépendance européenne aux énergies russes, comme l'a souligné la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Afin de diversifier l'approvisionnement en énergies, le chancelier a donc annoncé prendre la « décision de construire rapidement deux terminaux de gaz naturel liquéfié

¹⁰ A. Kramp-Karrenbauer et E. Zorn, « Eckpunkte für die Bundeswehr der Zukunft », *BMVg*, mai 2021, disponible sur : www.bundeswehr.de.

[GNL], à Brunsbüttel et Wilhelmshaven¹¹ ». Face à la crise, les Verts sont contraints de revoir leurs dogmes en la matière : Robert Habeck a accepté d'utiliser le gaz de schiste américain, alors que son parti y a toujours été radicalement opposé. Mais le risque de cette réorientation est de créer une nouvelle dépendance envers le GNL américain, c'est pourquoi le chancelier a donné des gages à son allié écologiste en indiquant qu'« un terminal GNL dans lequel nous faisons arriver du gaz aujourd'hui peut également demain réceptionner de l'hydrogène vert ». Par ailleurs, Robert Habeck a dû se montrer très pragmatique sur une question encore plus sensible pour son parti : la prolongation des trois centrales nucléaires allemandes encore en fonctionnement, théoriquement jusqu'à la fin 2022¹². La ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, quant à elle, n'a pas exclu la prolongation des centrales à charbon pour assurer la sécurité énergétique, alors que leur fermeture est prévue au plus tard en 2030 par le contrat de coalition. Cette évolution modifie profondément l'agenda politique du gouvernement, et notamment des écologistes, qui avaient fait de l'urgence d'une transition énergétique le cœur de leur programme.

Enfin, la question du financement des investissements pour la transition énergétique, pourrait entrer en concurrence avec les financements dédiés à la défense. L'objectif des 100 milliards d'euros correspond à un budget monumental (deux fois le budget actuel de la défense) qu'il sera difficile de financer. Le ministre des Finances, le libéral Christian Lindner (FDP) s'est montré ouvert à financer ces efforts via l'emprunt. En plaçant les 100 milliards d'euros dans un budget annexe, ces dépenses ne compteront pas pour le respect du frein à la dette qui sera maintenu, comme il l'affirme. Du point de vue du ministre des Finances, les dépenses de défense sont des « investissements », à différencier du budget normal. Ces dépenses supplémentaires dans les investissements pourraient pénaliser les autres investissements majeurs prévus dans le contrat de coalition : c'est-à-dire pour la transition énergétique, mais également pour le numérique et pour les infrastructures¹³. Ces questions sont des points clés du programme des Verts et des Libéraux, dont la crédibilité auprès de leur base et de leurs électeurs pourrait pâtir de ces mesures.

La diplomatie reste essentielle

Pour le chancelier Olaf Scholz, cette situation est « à la fois un défi et une chance » : il fait sien le défi de renforcer la souveraineté de l'UE « de manière durable et permanente » et voit comme une chance « l'unité [européenne] [...] pour décider du paquet de sanctions » – alors que l'Allemagne était d'abord réticente à exclure la Russie du réseau bancaire

11. Les États-Unis ont toujours été opposés au gazoduc Nord Stream 2 et souhaitent augmenter leur capacité d'exportation de GNL vers l'Europe et plus particulièrement l'Allemagne.

12. K. Witsch et K. Stratmann, « Verlängerung der Atomlaufzeiten: Energiekonzerne offen für Gespräche », *Handelsblatt*, 28 février 2022, disponible sur : www.handelsblatt.com.

13. E. Matera, « 100 Milliarden Euro für die Bundeswehr – aber fürs Klima ist kein Geld da? », *Berliner Zeitung*, 1^{er} mars 2022, disponible sur : www.berliner-zeitung.de.

SWIFT. La force de l'Allemagne au sein de l'UE est de promouvoir des approches inclusives qui rallient les partenaires. Si l'Allemagne se joint maintenant à la pression exercée par la France, mais de manière à pouvoir rallier la Pologne et d'autres membres de l'UE qui se sont montrés sceptiques à l'égard des efforts diplomatiques de Paris, un « changement d'époque », pour l'Europe dans lequel l'Allemagne jouerait un rôle de premier plan pourrait voir le jour. L'Allemagne semble donc vouloir se réinventer en tant qu'acteur international, en ancrant fermement les principes de la démocratie dans le cadre du projet européen, « pour la paix en Europe ».

Mais ce revirement de la politique étrangère et de sécurité allemande n'est cependant pas seulement bénéfique à l'Europe. Le chancelier allemand a donné de nombreux gages au président américain Joe Biden qui espérait voir l'Allemagne redevenir

« La cohésion de l'Union européenne » n'est pas antinomique de « la force de l'OTAN »

cet « allié modèle » après l'ère Trump¹⁴. Encore une fois, l'Allemagne reste fidèle à ses principes, selon lesquels « la cohésion de l'Union européenne » n'est pas antinomique de « la force de l'OTAN ». Enfin, dans cette volte-face vis-à-vis de la Russie, la force de ces changements doit être pour Olaf Scholz d'utiliser « autant de diplomatie que possible », mais « sans être naïf » : il est du devoir de la diplomatie « de maintenir les canaux de discussion ouverts ». La diplomatie dans le cadre des institutions internationales a toujours été la garantie d'une politique étrangère allemande démocratique et fidèle aux principes des organisations

internationales de sécurité collective. Lors d'une réunion d'urgence de l'Assemblée générale de l'ONU le 1^{er} mars 2022, la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock, a demandé à la communauté internationale de condamner en bloc l'agression russe qui a « brutalement attaqué » l'ordre international de paix. Son discours réaffirme à la fois l'attachement aux principes de la sécurité collective et montre également que l'invasion russe marque le début d'une nouvelle ère pour la diplomatie allemande.

Des défis politiques à surmonter

A priori, il règne un consensus politique important dans la réception immédiate du discours d'Olaf Scholz sur la réorientation de la politique de sécurité de l'Allemagne, d'autant plus que celui-ci intervient dans un moment émotionnel fort, en lien avec l'intervention militaire russe en Ukraine¹⁵. Il s'agissait pour Olaf Scholz de jouer sur ce moment pour chercher l'approbation de la majorité de l'opinion publique allemande, tendanciellement sceptique vis-à-vis de l'armée. Aujourd'hui, même le parti de gauche radicale Die Linke doit avouer à mots couverts qu'il a mal évalué Vladimir Poutine. Au sein du SPD, des personnalités

14 H. Hoff, « A Revolution in German Security Policy », *IP Quarterly*, 28 février 2022, disponible sur : <https://ip-quarterly.com>.

15 78% des Allemands soutiennent ces propositions et 61 % l'exportation d'armes vers l'Ukraine.

« pacifistes », comme la co-présidente du parti Saskia Esken ou le chef du groupe parlementaire Rolf Mützenich, se sont rangées derrière les propositions du chancelier, alors qu'ils s'opposaient encore très récemment à l'objectif des 2 % de l'OTAN. Friedrich Merz, le nouveau chef de la CDU, désormais dans l'opposition, a fait applaudir Olaf Scholz et a salué son discours. Sur les engagements pris en matière de défense, il a assuré que la CDU-CSU soutiendrait le gouvernement. Dans les propositions d'Olaf Scholz en s'adressant « à tous les groupes parlementaires du Bundestag », on trouve l'idée de garantir constitutionnellement « le fonds spécial » dans la Loi fondamentale. Il s'agit d'inscrire de manière pérenne (aussi pour les futurs gouvernements) cette décision politique et d'y faire adhérer l'ensemble de la classe politique.

Mais cette cohésion est en partie un trompe-l'œil. Olaf Scholz a tenu son propre groupe parlementaire à l'écart de ses décisions. Il ne s'est concerté de manière étroite sur le montant des 100 milliards d'euros qu'avec le ministre libéral des Finances, Christian Lindner. Les écologistes, le vice-chancelier Robert Habeck et la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock, n'auraient été informés que du principe et non des montants, et encore moins de l'objectif des 2 % auquel le parti écologiste s'oppose – et qui n'est pas mentionné dans le contrat de coalition¹⁶. Pour le porte-parole du gouvernement, Steffen Hebenstreit, « le gouvernement fédéral a pris cette décision de concert, en a discuté et les partis qui la soutiennent sont également impliqués par le biais du gouvernement fédéral ». Toutefois, la décision « surprise » d'Olaf Scholz pourrait à long terme faire apparaître des tensions sur les méthodes.

L'Allemagne semble enfin prendre ses responsabilités sur le plan de la capacité d'action militaire

Dans le discours, l'Allemagne semble enfin prendre ses responsabilités sur le plan de la capacité d'action militaire, tout en continuant à consacrer l'action diplomatique au sein de l'UE. Cette discussion sur la responsabilité internationale de l'Allemagne a certes démarré il y a plusieurs années, mais elle se concrétise aujourd'hui dans la crise. Mais si le discours d'Olaf Scholz montre une évolution en cours, nous devons examiner de près les mesures prises ou promises par le gouvernement allemand, leurs enjeux et leurs défis sur le long terme.

L'invasion russe en Ukraine a montré que la stratégie d'évitement adoptée jusqu'à présent – y compris par les gouvernements précédents – avait montré ses limites. Mais ce revirement aurait pu intervenir bien plus tôt, car, malgré cette salutaire évolution politique, la mise en œuvre sera longue et coûteuse, économiquement et politiquement.

16. D. Brössler, C. von Bullion, P.-A. Krüger, H. Roßbach et M. Szymanski, « Die Hundert-Milliarden-Überraschung », *Süddeutsche Zeitung*, 28 février 2022, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

***Paul Maurice** est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri, où il travaille en particulier sur les questions de politique intérieure allemande, les relations franco-allemandes dans le cadre de la construction européenne et la politique étrangère et de sécurité de la République fédérale d'Allemagne. Il est membre du comité de rédaction de la revue Allemagne d'aujourd'hui et a co-dirigé le numéro consacré aux « Élections fédérales du 26 septembre 2021 » (n° 238, octobre-décembre 2021).*

Comment citer cette publication :

Paul Maurice, « Un “changement d'époque” ? Vers une réorientation de la politique étrangère allemande après l'invasion russe en Ukraine », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 7 mars 2022.

ISBN : 979-10-373-0502-2

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : Olaf Scholz au Bundestag, Berlin, 2019 © photocosmos1/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

